

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 20/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THERMIE BOURGOGNE INDUSTRIE

1 B RUE DU POINT DU JOUR
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 2025-230
Code AIOT : 0005401160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2025 dans l'établissement THERMIE BOURGOGNE INDUSTRIE implanté 1 B RUE DU POINT DU JOUR 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 18 avril 2025 a été conduite dans le cadre d'une action départementale portant sur la thématique des déchets. Le référentiel applicable à cette action est constitué du Code de l'environnement, ainsi que des arrêtés ministériels du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement et du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THERMIE BOURGOGNE INDUSTRIE
- 1 B RUE DU POINT DU JOUR 21800 Chevigny-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0005401160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS Thermie Bourgogne Industrie (TBI) est autorisée à exploiter une installation de traitement de métaux au 1B rue du point du jour 21800 Chevigny-Saint-Sauveur par arrêté préfectoral du 10 mars 1998.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Obligation de Tri	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-281	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	Sans objet
3	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45	Sans objet
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant tient un jour un registre des déchets contenant uniquement les déchets dangereux. Une demande de justificatif de l'exploitant est attendue concernant le tri à la source des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Prescription contrôlée : I.- Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets (...) tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a envoyé par mail du 18/04/2025 son registre de suivi des déchets pour l'année 2022, démontrant qu'il conservait bien son registre pendant trois ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchets sortants en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un

<p>éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le 16/04/2025 un registre nommé "TD-Registre-2024-Exhaustif" et un registre «TD-Registre-20250415-sortant». Les deux registres ont été produits à l'aide de la base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets " plus communément appelée "Trackdéchets". Par conséquent, le registre comprend toutes les informations exigées par la réglementation.</p> <p>Non conformité :</p> <p>Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a confirmé que son registre ne contient pas le suivi des déchets non-dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdechets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP (...) et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la</p>

personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
Constats : L'exploitant a émis les bordereaux électroniques pour les déchets dangereux expédiés en 2024 dans "Trackdéchets".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an. Cette déclaration comprend : la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; la quantité par nature du déchet ; le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Les données ont bien été transmises avant le 31/03/2025 dans l'application pour la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GERE). La déclaration GERE correspond à la déclaration Trackdéchets (44.71 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Obligation de Tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Obligation de Tri
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à [ces catégories] peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets. Lorsque certains déchets de papier [...] et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

Constats :

Sur le site de l'entreprise, l'inspection s'est intéressée à 3 zones. La zone de stockage extérieur, la zone d'enregistrement et la zone des bains de sels.

La zone d'enregistrement est une zone de déballage des pièces expédiées par les clients. L'exploitant ne produit pas de déchets dans cette pièce car il garde l'ensemble du conditionnement des pièces du client. L'objectif est de renvoyer les pièces dans l'emballage d'origine.

Dans la zone des bains de sels, l'inspection a constaté la présence de poubelles destinées pour les flux de ferrailles, les résidus de sel, le carton, les chiffons et les gants souillés ainsi que des "poubelles ménagères".

L'exploitant ne produit pas de déchets de verre. Les déchets liés aux textiles sont récupérés dans des bacs de chiffons usés puis récupérés par une société de nettoyage. L'exploitant possède un tri spécifique au niveau des cartons.

Non conformité : L'inspection a constaté des déchets d'essuie-tout dans la poubelle de résidus de sel, ainsi que des déchets de plastiques dans les poubelles ménagères. Les déchets de plastique sur le site sont mélangés avec les déchets banaux et le mode de traitement associé est l'incinération.

Les déchets de plastique doivent être triés à la source ou, à défaut, peuvent être conservés ensemble en mélange pour tout ou partie des flux, à condition que cela n'affecte pas leur aptitude à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, de leur recyclage ou d'autres opérations de valorisation, conformément à la hiérarchie des modes de traitement. Pour rappel la hiérarchie des modes de traitement des déchets consiste à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

Dans la zone de stockage extérieure, l'inspection a constaté :

- 6 GRV vides et "neufs" : l'exploitant indique que ces GRV sont utilisés pour la gestion des produits de process
- plusieurs bidons usés vides : en attente de traitement
- 4 GRV de "sûreté" pour l'eau lessivielle
- plusieurs palettes
- 2 GRV abîmés

Non conformité

L'exploitant procédera à la gestion de ses déchets. L'inspection rappelle à l'exploitant l'article L.

541-3 du Code de l'environnement sur les risques encourus en cas de gestion contraire aux prescriptions du code de l'environnement.

L'exploitant, par son mail du 18/04/25, indique être exempté de l'article D. 543-281. L'article D. 543-280 du code de l'environnement précise que : "*Les dispositions de la présente sous-section sont applicables :1° Aux producteurs et détenteurs de déchets qui n'ont pas recours au service assuré par les collectivités territoriales en application de l'article L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales ;2° Aux producteurs et détenteurs de déchets qui ont recours au service assuré par les collectivités territoriales en application de l'article L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales, et qui produisent ou prennent possession de plus de 1 100 litres de déchets, tous déchets confondus, par semaine. "*

L'inspection a demandé par mail le 13/05/2025 de justifier de :

- la production de moins de 1 100 L de déchets par semaine
- le recours au service public de prévention et gestion des déchets
- le respect du tri de déchets conformément aux consignes de tri édictées par la collectivité compétente

À ce jour, l'exploitant n'a pas envoyé les documents demandés.

Observation Pour être dispensé de l'article D543-281 du code de l'environnement, l'exploitant justifiera de répondre aux critères d'exemption de l'article D. 543-280 du Code de l'environnement. L'exploitant n'est pas pour autant dispensé de trier ses déchets. Il justifiera de trier ses déchets conformément aux consignes de tri édictées par la collectivité compétente (collecte en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchèterie).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois